

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 09/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ANTILLES GAZ**

ZI Californie  
97232 Le Lamentin

Références : RI ENV 24-253  
Code AIOT : 0022200001

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 octobre 2024 dans l'établissement ANTILLES GAZ implanté ZI Californie 97210 Le Lamentin. L'inspection a été annoncée le 18 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.geo-risques.gouv.fr/>).

Cette inspection inscrite au programme pluriannuel de contrôles 2024 a porté sur la prévention du risque accidentel au sein de cet établissement classé SEVESO seuil Bas à partir des données de l'étude de dangers V4 révisée en 2021 et des constats effectués lors de la dernière inspection inopinée du 22/11/2023 au cours de laquelle un exercice POI avait été provoqué.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTILLES GAZ
- ZI Californie 97210 Le Lamentin
- Code AIOT : 0022200001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Implantée depuis 1959 sur l'île de la Martinique, la société Antilles Gaz, unique centre emplisseur du département, a pour activité l'emplissage et la requalification périodique de bouteilles de Gaz de

Pétrole Liquéfié (GPL) à usage domestique, pour le compte de sociétés pétrolières.  
Aucun produit n'est fabriqué sur le site. Le produit est acheminé à 100% par pompe de transfert et pipeline depuis la SARA.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Actualisation du POI	Arrêté Préfectoral du 22/11/1993, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Implantation détecteurs gaz	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Mesures de maîtrise des risques techniques (hors détecteurs)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Maintenance et tests des chaînes MMR des détecteurs gaz	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures de maîtrise des risques organisationnelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclenchement détecteurs gaz	Arrêté Préfectoral du 22/11/1993, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre l'actualisation indispensable des documents associés à la prévention du risque accidentel dans son établissement, et améliorer la cohérence et la traçabilité des opérations de maintenance des mesures de maîtrise des risques mentionnées dans l'étude de dangers. La matérialisation des informations de suivi d'activité en cours d'initiation devrait favoriser la fiabilité de ces surveillances réglementaires.

La finalisation de la mise en œuvre des actions correctives définies à la suite de la précédente inspection est attendue dans les meilleurs délais.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Actualisation du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/1993, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b> L'organisation de la sécurité de ces unités et la mise en œuvre des moyens sont de la responsabilité directe du responsable d'exploitation. Le plan d'opération interne (POI) sera révisé dès la mise en gaz du nouveau dépôt pour prendre en compte les mesures de sécurité imposées par le présent arrêté notamment quant à la description des moyens et matériel de prévention des incendies et explosion. [...] En cas d'accident, l'exploitant assurera la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le préfet.
<b>Constats :</b> Lors de l'exercice POI déclenché inopinément par l'inspection des installations classées le 22 novembre 2023 (réf.: rapport RI ENV 23-322), il avait été noté que des améliorations étaient nécessaires concernant la mise à jour du POI (annuaires, stratégies d'intervention hors des heures d'ouverture, organisation pour informer au plus vite les parties prenantes externes...). L'exploitant a répondu par courrier du 27 avril 2024. Les réponses ont été discutées en séance. Il est notamment indiqué qu'Antilles Gaz : <ul style="list-style-type: none"> <li>• a mis à jour l'annuaire téléphonique de son POI ;</li> <li>• a numérisé les fiches de contacts pour améliorer la rapidité d'information des parties prenantes ;</li> </ul>

- est également en cours d'actualisation de sa procédure d'intervention du personnel d'astreinte et d'alerte en cas de POI en dehors des heures ouvrées ;
- la réflexion sur la mise en œuvre de solutions techniques pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice est en cours de finalisation.

Ces éléments n'appellent pas de remarque, l'exploitant devra toutefois veiller à transmettre la version du POI actualisée à l'inspection des installations classées dès les modifications opérées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour son POI dans les meilleurs délais pour notamment différencier les procédures d'intervention pendant et en dehors des heures ouvrées. Il met également en place les solutions techniques pour prendre en compte le retour d'expérience de l'exercice de novembre de 2023 dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Implantation détecteurs gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer, le jour de l'inspection, une note justifiant l'implantation et le dimensionnement des détecteurs de gaz du site. L'étude de dangers de l'établissement émet en outre des doutes sur la prise en compte des vents dominants pour l'implantation de ces derniers. L'exploitant n'a pas non plus pu apporter des justifications sur le réglage des seuils de détection des différents capteurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant communique les éléments permettant de justifier l'implantation et le dimensionnement des détecteurs de gaz du site, ainsi que le réglage de leurs seuils de détection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Mesures de maîtrise des risques techniques (hors détecteurs)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...] Ces actions sont tracées.
<b>Constats :</b> Voir partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Maintenance et tests des chaînes MMR des détecteurs gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...] Ces actions sont tracées.
<b>Constats :</b> Voir partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Mesures de maîtrise des risques organisationnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>[...]</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les inspecteurs ont examiné la traçabilité associée à la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques (MMR) organisationnelles.</p> <p>Ils ont constaté que les rondes journalières faisaient l'objet d'une traçabilité, ce qui n'est pas le cas pour les contrôles hebdomadaires qui doivent être réalisés par une personne différente de celles qui font les rondes journalières. La vérification trimestrielle de la bonne réalisation de ces contrôles n'est pas non plus tracée.</p> <p>Concernant la MMR organisationnelle relative à la mise en sécurité des installations pour travaux, le contrôle par sondage de plans de prévention et d'autorisations de travail n'a pas appelé d'observation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre, et s'assure de la traçabilité, des rondes hebdomadaires et des contrôles trimestriels tel que prévu par l'étude de dangers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Déclenchement détecteurs gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/1993, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclenchement détecteurs gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mises à l'atmosphère programmées ou accidentelles des installations seront consignées dans un registre avec la date de l'événement, la quantité rejetée, le motif, les mesures prises pour éviter le renouvellement des mises à l'atmosphère accidentelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, 2 alertes gaz se sont produites. Les inspecteurs ont relevé que ces incidents étaient consignés dans un registre.</p> <p>Il apparaît toutefois que la quantité de gaz rejetée n'est pas estimée. Les mesures prises pour éviter le renouvellement de certains incidents ne sont pas systématiquement décrites.</p> <p>Les inspecteurs considèrent que les mesures doivent être prises pour réduire au maximum la fréquence de ces incidents en se réinterrogeant sur les pratiques d'exploitation, en particulier pour éviter une "banalisation" de ces détections de gaz et déclenchement d'alertes qui en découlent.</p> <p>Les inspecteurs s'interrogent également sur le positionnement du point de regroupement en cas d'alerte. En effet, ce dernier pourrait peut-être être plus éloigné des zones de dangers de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant analyse les causes des différents déclenchements d'alerte gaz et s'interroge sur l'évolution des pratiques d'exploitation qui permettraient de réduire la fréquence de ce type d'incidents.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois